

## ILS MÉRITENT VOTRE CONFIANCE!

Les candidates et candidats populistes en liste pour les élections fédérales n'ont pas la prétention d'avoir la solution miracle «clé en main» pour chaque problème, chaque injustice, chaque dysfonctionnement dans notre pays et dans ses rapports avec le reste du monde.

En cas d'élection, ils s'engagent à être fidèles à l'esprit du projet politique présenté dans cette brochure et à porter la voix de celles et ceux d'entre vous qui auront bien voulu leur accorder leur soutien.

**Parti ouvrier et Populaire**

Versoix 7  
2300 La Chaux-de-Fonds  
032 / 968 63 65

CCP: 23-3817-9

[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)



## OUI, LE MONDE NOUS BOULEVERSE!

Malgré les formidables progrès matériels et technologiques de nos sociétés contemporaines, l'humanité ne cesse de se mettre en danger: destruction accélérée des ressources naturelles, contamination de l'entourage humain, famine dans les pays du Sud, crises économiques à répétition, guerres néocoloniales menées par les puissances militaires occidentales, persistance de la pauvreté et de l'analphabétisme pour des millions de personnes, hyperconsommation des élites des pays riches (sacralisée comme unique modèle de vie), affaiblissement de la démocratie, blanchiment d'argent presque normalisé, concurrence fiscale profitant aux nantis, etc. Oh oui, ça fait peur! Et la liste n'est même pas close.

## POURTANT, NOUS NE RENONCERONS PAS!

Face à ce sombre panorama, la démobilisation citoyenne, le recul du militantisme ou encore l'abstentionnisme ne nous semblent pas être de mise. Il n'y a pas de fatalité d'aucune sorte. L'être humain reste maître de son destin. Pour le POP, la perspective d'un changement de système demeure primordiale. Notre projet global ne se limite pas à gérer le mieux possible la société existante. Nous ne nous contentons pas du meilleur capitalisme possible. Nos actes politiques ont pour but de favoriser l'émergence d'une société nouvelle dans laquelle les hommes seraient délivrés de l'exploitation et de l'oppression exercées par d'autres hommes. Sans naïveté, conscients des obstacles à surmonter, nous aspirons à une communauté humaine unie. Celle-ci repose sur les valeurs de l'humanisme et de la solidarité, sur la justice sociale, sur le respect de la vie et de l'environnement, sur la participation de toutes et de tous à une démocratie étendue.

## TELLE EST NOTRE UTOPIE!

Grâce à elle, mais aussi grâce à nos objectifs, nos analyses critiques, nos activités politiques et sociales, nos propositions concrètes, nous prétendons être différents des autres partis politiques suisses.

## AIDEZ-NOUS À CHANGER LA DONNE!

Notre système «démocratique» est dirigé par le monde économique et organisé grâce à ses représentants politiques: PLR, UDC, PDB, souvent PDC, parfois PS. Aller voter est donc important et choisir des représentants qui défendent les intérêts de la population et pas seulement ceux des banquiers, des assureurs, ou des chefs d'industrie est une chance à saisir.

Chacun de nous a ressenti de multiples déceptions en voyant combien de promesses ne sont pas tenues par les élus. Mais au lieu de renoncer à élire, renonçons à élire des simulateurs. Non, l'UDC ne défend pas le peuple qu'elle prétend pourtant tellement aimer, elle défend le grand capital: réduction d'impôts pour les riches, diminution des aides pour les pauvres, salaires mirobolants pour les chefs, etc. D'autres comme le PLR et le PDC se présentent comme les défenseurs de la famille, mais votent sans arrière-pensées toutes les lois qui rendent sa vie impossible. Ne soyez pas dupes! Et surtout, ne renoncez pas à exercer vos droits! Ce qui arrivera dans notre pays pendant les quatre années qui viennent se joue cet automne.



## MAIS QUE SE PASSE-T-IL DONC?

### AU PLAN MONDIAL

Depuis une vingtaine d'années, les fruits de l'augmentation de la productivité sont allés majoritairement au capital, au détriment des revenus des travailleurs qui ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. Pendant longtemps, pour relancer la consommation nécessaire à une économie de marché, l'accès au crédit a été de plus en plus facilité, d'abord au niveau des biens de consommation courants, puis finalement dans le domaine de l'immobilier.

C'est ainsi que des banques ont spéculé aux USA, prêtant de l'argent sans discernement à des personnes, indépendamment de leurs ressources, soi-disant au nom de la relance économique, mais en réalité au nom du profit immédiat, et en exigeant des remboursements à des taux usuraires. Cette pratique, banalisée, a conduit plusieurs millions de gens à s'endetter au-delà du raisonnable. Ces banques investissaient l'argent des remboursements pour financer de nouveaux prêts. En plus de ces paris scabreux, elles ont soutenu le boursicotage à haut risque et se sont enrichies par milliards, jusqu'au moment où les endettés ne sont plus parvenus à rembourser et ont vu tous leurs biens saisis. Le système s'est alors effondré, entraînant la misère pour les personnes qui devaient de l'argent aux banques et quasiment la ruine pour les banques elles-mêmes. C'est ce qu'on a appelé aux USA la crise des «subprimes», mais ce n'est pas nouveau. Nous avons déjà vu des situations de surendettement dans les pays du Sud au cours des années 1980. Maintenant c'est au tour de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal. Ces opérations d'enrichissement ultra rapide pour les banques et de ruine ultra rapide pour les salariés ont eu des effets dévastateurs sur l'ensemble de l'économie mondiale, entraînant faillites, chômage, explosion de la facture sociale. Afin d'empêcher l'écroulement de tout le système, les collectivités publiques (donc vous et nous) ont financé le renflouement des banques. L'UBS a ainsi été soutenue à hauteur de 39 milliards de francs sans qu'aucune contrepartie ne soit imposée. Il aurait au moins fallu exiger un contrôle citoyen sur le fonctionnement des banques et empêcher leurs dirigeants de gérer l'économie et l'argent comme une partie de Monopoly, tout en s'octroyant des salaires mirobolants. Aucun Etat, aucune organisation internationale ne l'a fait! Au contraire, la classe politique au pouvoir dans tous les pays au mode de vie occidental a tergiversé d'une manière scandaleuse, aujourd'hui donc, le risque de rechute est garanti.



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

Mais il y a pire. En 2008 déjà, l'Association Attac France constatait que: *«La crise s'étend à la terre entière... Cette crise globale est accentuée par la généralisation du principe de spéculation à toute activité, à toute ressource et à la vie elle-même. En moins de deux ans, le prix des céréales sur les marchés mondiaux a doublé et parfois triplé. Le riz, le blé, le maïs, bases de l'alimentation d'une très grande majorité de la population mondiale, ont vu leurs cours s'envoler. Au fur et à mesure que les gérants de fonds de placement ont pris conscience que les titres financiers qu'ils possédaient risquaient d'être dévalorisés à cause de la crise boursière, ils ont cherché d'autres valeurs refuges. Ils ont donc converti leur argent en placements sur les matières premières et les denrées alimentaires, dont ils savaient qu'elles n'avaient à long terme que peu de risques de baisser, parce que leur demande aura, dans l'avenir, tendance à augmenter.»* Et face aux activités abusives de ces spéculateurs sur la production d'aliments, il y a aujourd'hui dans le monde plus de 925 millions de personnes sous-alimentées.

Ce fonctionnement du monde économique orienté uniquement vers le profit immédiat a amené de nombreuses entreprises à chercher l'endroit le moins cher pour produire, sans se soucier des conditions de travail et de vie de la population, du respect de l'environnement, ou même d'entretenir correctement les équipements industriels. L'explosion d'une plate-forme pétrolière dans le golfe du Mexique et le désastre de la centrale nucléaire de Fukushima témoignent des effets de ce fonctionnement.

Dans ce système pervers, produire meilleur marché signifie augmenter ses bénéfices: les revenus et fortunes des dirigeants ont grossi de manière disproportionnée alors que le pouvoir d'achat des travailleurs s'est érodé. Très clairement, la richesse produite est allée dans les poches des riches, ceux-là même qui mettent notre planète en danger! Au final, au lieu d'un meilleur équilibre social et économique, l'instabilité de nos sociétés s'est aggravée.

### AU PLAN SUISSE

L'UDC joue avec nos nerfs au travers de discours sécuritaires anti-étrangers qui servent en fait à justifier la montée de la répression et de l'exclusion en général. Dans un pays aussi riche et sûr que la Suisse (les statistiques le prouvent), un tel discours est indécent. Nous ferions mieux de réfléchir ensemble aux meilleures solutions possibles à apporter aux problèmes fondamentaux liés à l'immigration: misère, violence et manque de démocratie. Ces discours



xénophobes détournent de surcroît l'attention du peuple sur ce qui se passe chez nous et qui le touche directement: aide sociale réduite qui permet tout juste de vivre, chômeurs qui voient leur condition se dégrader, système de santé déjà à deux vitesses, éducation de plus en plus chère, etc. Mais qui est responsable, les étrangers ou la politique de la classe dominante relayée par les partis de droite?

Parce qu'une fois bien intégrés, ils participent pleinement à la vie locale et paient des impôts comme chaque citoyen, le POP soutient l'introduction des droits politiques pour les étrangers au plan cantonal et communal, après cinq ans de séjour au bénéfice d'un permis d'établissement comme c'est déjà le cas dans le canton de Neuchâtel. La généralisation de tels droits serait un des éléments favorisant leur intégration, de même que l'offre de cours d'apprentissage de la langue locale. Le POP attache aussi beaucoup d'importance à toutes les initiatives qui créent des liens entre les immigrés et le peuple suisse (associations, fêtes, etc.), gages d'une intégration réussie.

La répartition des richesses est devenue injustifiable. Les riches s'enrichissent plus que de raison. Pensez aux banquiers suisses par exemple, qui sont pourtant, avec leurs frères américains, à l'origine de la plus grande crise depuis 1929. Les pauvres sont eux de plus en plus pauvres. Fait relativement nouveau, la classe dite «moyenne» s'appauvrit également car, malgré les promesses des partis majoritaires, elle n'est protégée par rien ni personne: taxes diverses, primes d'assurances maladie et loyers en constante augmentation, pas d'accès aux aides prévues, impôts parfois disproportionnés, etc. Au XXI<sup>e</sup> siècle, les inégalités perdurent hélas non seulement entre riches et pauvres, mais également entre les sexes. L'équation «à travail égal salaire égal» est loin d'être effective. C'est pourquoi le POP revendique, avec d'autres, non seulement un salaire minimum de 4'000 CHF pour tous, mais aussi un salaire équivalent que l'on soit homme ou femme. Il s'agit aujourd'hui d'un combat prioritaire dans notre pays.

La concurrence fiscale effrénée, vantée et soutenue par les partis de droite, a un double effet pervers: d'un côté des baisses d'impôts durables pour les entreprises et les hauts revenus principalement, baisses qui entraînent une diminution tout aussi durable des recettes globales des collectivités publiques; de l'autre une augmentation consécutive de la fortune des plus riches. Ces derniers, par l'intermédiaire des banques, prêtent alors davantage d'argent à des taux élevés aux collectivités qu'ils ont contribué à endetter. Ils sont donc doublement bénéficiaires.

Malheureusement le monde politique ne réagit pas et se refuse à fixer de nouvelles règles assurant un minimum d'éthique dans la finance. Il maintient sa profession de foi dans les dogmes néo-libéraux de la concurrence fiscale exacerbée, du frein aux dépenses de l'Etat, de la liberté de circulation des capitaux, laissant libre cours à la spéculation. Or, actuellement, le résultat est paradoxal: La Suisse qui a bien récité sa leçon de bon élève est également victime de la crise, en raison du franc fort! Adeptes de la «discipline monétaire», les politiciens fédéraux et cantonaux ont imposé le blocage des dépenses publiques, surtout dans les domaines sociaux, culturels, éducatifs et de la santé. Ils ont ainsi lésé gravement les couches les plus défavorisées de la population et en même temps ont réussi l'exploit de nuire à l'économie réelle! A présent, c'est l'industrie d'exportation, le tourisme qui se plaignent de voir diminuer leurs marges de bénéfice. Il y a des menaces agressives de dumping salarial et d'augmentation du temps de travail. Il est probable que le chômage va croître. Les effets pervers du capitalisme sont évidents. L'économie réelle et les États impuissants sont devenus les otages d'un système financier corrompu qui règne sans partage, grâce au monde virtuel de la spéculation boursière.

La peur du changement, parfois la naïveté politique, amènent les gens à voter majoritairement pour les partis qui soutiennent les mécanismes qui sont à l'origine de ces injustices. La plupart de ces partis consacrent des millions de francs à vendre leur soupe, et ceci sans aucune exigence de transparence quant à la provenance de leurs fonds. A force d'être relayés par les médias, leurs mensonges deviendraient-ils vrais? Le POP, lui, n'a pas de «sponsors». Il mène sa lutte démocratique avec très peu d'argent, à la sueur de ses militantes et militants. Combat inégal par conséquent. De ce fait, la démocratie dont nous sommes si fiers est pervertie. Elle sert à assurer le pouvoir à des couches sociales qui en font un usage de classe: Blocher et ses semblables, UDC comme PLR ou PDC qui font voter des lois fiscales pour préserver leur domination, leur fortune et leur contrôle sur les autres classes sociales.

La gauche, trop faible, divisée ou compromise, n'arrive pas actuellement à impulser une véritable alternative de société. Elle est contrainte de faire sans arrêt des concessions pour n'obtenir en retour que des miettes de justice sociale. La situation empire donc et la majorité des Suisses et Suissesses, du moins celles et ceux qui votent encore, persistent à élire des représentants qui les desservent. Quand ils ne votent plus, alors la boucle est bouclée: inégalités, injustices et perversions du système se perpétuent sans eux, mais contre eux!



**RÉVEILLONS-NOUS,  
ENTRAIDONS-NOUS!  
Élisons celles et ceux  
qui ont vraiment pour  
objectif la justice  
sociale, la solidarité,  
l'égalité et la protection  
de la nature!**



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)



### Et la droite alors?

Depuis quelques années déjà, la publicité use à tort et à travers de la mode verte en étiquetant tout «écologique». Mais au fond, personne n'est dupe sur la finalité de la démarche... Dans la sphère politique aussi, une émanation récente a vu le jour au sein de la droite suisse: les Verts libéraux. Sorte de prolongement politique du créneau commercial, ils veulent nous faire croire qu'un capitalisme «propre» est vraiment possible. Et ceci uniquement grâce à l'effort assidu de chacun et au seul principe de l'incitation. Les autres partis de droite surenchérisent. Et quand l'heure est grave, ils adoptent de manière opportuniste et provisoire un discours étrangement éloigné de leurs positions habituelles. Souvenez-vous au lendemain de Fukushima! Comment peut-on encore y croire?



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET DES TRANSPORTS

### NOTRE POINT DE VUE

En matière d'énergie et de transports, plus encore qu'ailleurs, il faut savoir faire des choix.

Depuis longtemps, bien avant la récente catastrophe nucléaire au Japon, le POP milite pour un développement planifié des énergies renouvelables: hydraulique, solaire, éolienne, géothermique... A condition d'être dûment supervisé, un tel développement est parfaitement possible et même prometteur dans notre pays. La Suisse possède à la fois l'argent, les technologies et les savoir-faire nécessaires pour être à la pointe dans ce domaine. La récente décision des autorités fédérales de sortir du nucléaire d'ici 2034 ne se réalisera que si elle est accompagnée d'une volonté politique durable de favoriser les énergies renouvelables.

Il s'agit pour nous non seulement de soutenir davantage financièrement ce type de projets, mais aussi d'augmenter la part d'investissements publics qui leur est consacrée. Il est également nécessaire d'édicter des règles qui rendent leur réalisation plus facile et plus cohérente grâce à la concertation entre partenaires. Les collectivités publiques doivent être parties prenantes, sous peine de développement anarchique qui ne servira, au final, que les intérêts des grands groupes producteurs.

A cela doivent s'ajouter des mesures collectives contraignantes pour économiser l'énergie. Les efforts individuels (tri des déchets, covoiturage, ampoules basse consommation chez soi, etc.) doivent bien sûr être encouragés, mais ils ne suffiront pas à juguler l'énorme gaspillage énergétique visible partout dans notre société; et dont les petits consommateurs que nous sommes (que vous êtes) ne sont pas les seuls ni les principaux responsables!

C'est à ces conditions que les énergies renouvelables, peu polluantes et guère dangereuses, pourront remplacer efficacement et durablement le nucléaire. La part de ce dernier dans l'approvisionnement énergétique doit progressivement, mais systématiquement, diminuer. Le POP s'oppose à toute nouvelle implantation et à tout renouvellement de centrale nucléaire en Suisse. Il défend l'idée d'un calendrier précis de sortie du nucléaire, mais considère tout arrêt «immédiat» comme non réaliste s'il n'est pas accompagné d'une modification de notre conception économique du développement.

Enfin, le POP s'oppose aux augmentations des tarifs CFF et veut favoriser par tous les moyens l'utilisation des transports en commun et de la mobilité douce, notamment en ville et entre le domicile et le lieu de travail.

### NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

#### Parmi les nombreuses mesures à prendre, le POP prône:

- La réduction de l'éclairage public (pollution lumineuse) et l'utilisation de nouvelles technologies plus économes (LED)
- La généralisation des ampoules à basse consommation et à bas prix imposé s'il le faut.
- Le remplacement systématique des ampoules gourmandes en énergie et leur suppression du commerce.
- La suppression des diodes lumineuses inutiles sur tous les nouveaux appareils fabriqués.
- La généralisation de systèmes automatiques et/ou intelligents d'éclairage (minuterie, détecteur de mouvement).
- Le soutien à la recherche sur le stockage de l'électricité.
- L'interdiction de la vente des gros véhicules 4x4, sauf exception justifiée.
- L'obligation pour les pouvoirs publics de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les énergies renouvelables coûtent moins cher que les autres.

#### Le POP s'engage à promouvoir:

- L'amélioration de l'isolation des bâtiments et l'utilisation de chauffages écologiques.
- Des tarifs attractifs, des infrastructures performantes et des prestations de qualité pour les transports en commun.
- L'utilisation partagée de véhicules automobiles (car sharing).
- Le développement de vélos urbains à disposition de tous.
- La mise en place de pistes cyclables et de zones piétonnes.
- Le subventionnement à l'achat de vélos et vélos électriques.



### Et à droite alors?

L'UDC en particulier, mais largement suivie par un PLR et un PDC tétanisés, ne voit trop souvent dans la jeunesse qu'indiscipline, incivilité, voire fainéantise. Ce discours ressassé sert d'une part à réclamer la restauration d'un enseignement «à la papa», tout en fournissant un cadre qui privilégie les valeurs traditionnelles, seules à même d'assurer l'acquisition harmonieuse de connaissances selon eux; d'autre part, à rejeter la responsabilité sur les structures d'apprentissage, sur les méthodes d'éducation, quand ce n'est pas sur les parents. Le POP dénonce cette vision éculée et simpliste. Il constate que ce sont ces mêmes milieux de droite qui ne cessent d'imposer des cures d'amaigrissement aux collectivités publiques, limitant ainsi sciemment sa capacité d'intervention. L'essentiel des difficultés découle bien davantage de cette insuffisance programmée des ressources, face à la complexité inévitable des situations familiales, sociales et culturelles de notre société contemporaine. Divorces, familles monoparentales ou recomposées, brassages culturels et ethniques, défi de l'intégration, etc., constituent des réalités qui ont un impact certain sur le monde de la formation. Plutôt que de les rejeter ou les nier, il faut se donner les moyens de les affronter et de les résoudre.

## POLITIQUE DE LA FORMATION

### NOTRE POINT DE VUE

Les Suisses et Suissesses se préoccupent à juste titre de l'évolution des structures pour les études et les apprentissages. Ils songent à leurs enfants et ont tout à fait conscience qu'aussi bien le niveau de formation que sa qualité constituent des atouts majeurs pour l'avenir des jeunes et du pays.

En matière d'enseignement et de formation postobligatoire (écoles supérieures, universités, filières d'apprentissage), on assiste aujourd'hui à une dictature des quotas d'étudiants ou d'apprenants et à une volonté de tout concentrer dans les grands centres urbains. Le POP dénonce cette tendance, guidée non pas prioritairement par un souci d'efficacité comme on veut nous le faire croire mais bien par l'obsession de réaliser des économies. Cette attitude unilatérale ne tient pas assez compte des réalités économiques, sociales, démographiques et historiques différentes selon les régions, ni d'ailleurs des savoir-faire spécifiques. Dans un pays qui se targue d'être fédéraliste, il nous semble justifié de prendre davantage en compte ces éléments. Cela renforcerait les équilibres régionaux et la cohésion sociale, dans l'intérêt du pays. Certes, former et «performer» coûte cher! Et l'argent du contribuable doit évidemment être utilisé judicieusement. Mais on oublie trop facilement que la formation est autant un investissement qu'une charge. Pour le POP, il s'agit d'une priorité et d'un rôle fondamental de l'État.

Tout le monde ne saurait être diplômé universitaire ou d'une haute école supérieure. Notre pays a aussi besoin d'apprentis bien formés et motivés, capables demain d'assurer par exemple le développement et l'entretien des bâtiments et des infrastructures. Le POP estime que la Confédération a un rôle important à jouer dans la revalorisation des filières d'apprentissage, grâce à l'introduction d'un salaire minimum et à l'amélioration des conditions de travail pour les apprentis.

Enfin pour le POP, l'école a aussi et surtout pour mission de former des citoyens, de développer les connaissances et l'esprit critique, et pas seulement la main-d'œuvre de demain utile au patronat.

### NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

#### Le POP soutient:

- Un accroissement des investissements publics dans l'éducation et la formation.
- Une orientation pédagogique moderne, à même d'assurer un meilleur suivi des étudiants comme des apprentis.
- Un salaire minimum augmenté pour les apprentis et des conditions d'apprentissage améliorées, de façon à rendre les filières professionnelles plus attractives et à les revaloriser. L'employeur Confédération pourrait montrer l'exemple.
- Un assouplissement de la règle des quotas minimaux, de manière à ne pas priver certaines régions de centres formateurs essentiels au maintien de leur population et de leurs emplois.
- La création d'un système de bourses d'études performant régi au niveau national, afin de garantir un accès plus démocratique aux formations supérieures.

#### Le POP combat:

- La proposition d'augmenter les taxes d'inscription dans les universités et les hautes écoles, soutenue par la droite.
- L'influence, voire l'ingérence des puissants milieux économiques privés dans les orientations de la recherche, visant à servir leurs seuls intérêts.



### AVS et LPP Et la droite alors?

Les partis de droite affirment constamment que l'AVS est en danger, alors que ce n'est pas du tout le cas. En 2000, le Conseil fédéral prétendait que le Fonds de compensation (la fortune) de l'AVS tomberait à 3 milliards de francs, si le peuple refusait la 11e révision de l'AVS. Or, en réalité, ce fonds dépasse les 40 milliards de francs actuellement! Le système solidaire de répartition fonctionne donc tout à fait bien, malgré le vieillissement de la population, grâce à une capitalisation raisonnable. Mais la droite poursuit tout de même ses attaques contre l'AVS (retraite des femmes à 65 ans, diminution, voire suppression de l'indexation des rentes). En ce qui concerne la LPP, 2ème pilier (chouchou des assureurs), la situation est moins rassurante. Les 600 milliards de francs placés en Bourse ont un avenir incertain. Les prestations ne cessent de baisser, même si le peuple a récemment refusé une baisse du taux de conversion. L'assurance par capitalisation des fonds de pension montre ses limites.



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## POLITIQUE SOCIALE

### AVS et LPP – NOTRE POINT DE VUE

Le 2 décembre 1969, estimant les prestations de l'AVS insuffisantes, le POP/PST dépose une initiative «Pour une véritable retraite populaire», obligeant ainsi le Conseil fédéral et le Parlement à agir.

Mais la puissante Union des compagnies suisses d'assurance sur la vie ne voit pas d'un bon œil la perspective de laisser s'échapper les juteuses parts de marché de la prévoyance par capitalisation. Sous sa pression, le Conseil fédéral finit par proposer le contre-projet, dit des «trois piliers». Celui-ci sera accepté le 3 décembre 1972 par 74% des voix, alors que l'initiative du POP/PST sera balayée par 78% des voix! L'évolution historique démontrera plus tard que le peuple suisse a eu tort de rejeter l'initiative du POP/PST en 1972, car de nos jours le deuxième pilier est en grande difficulté!

### AVS et LPP - NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

#### Le POP souhaite:

- Que le mandat constitutionnel de l'article 112 déclarant que «les rentes doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée» devienne réalité.
- Œuvrer au transfert progressif du 2e pilier dans le 1er, en augmentant les cotisations AVS et en diminuant celles de la LPP. Il est bien entendu que les capitaux acquis par les salariés demeureront leur propriété.
- Remplacer les prestations complémentaires, sources d'inégalités en raison des effets de seuil, par une AVS ainsi renforcée.
- Amoindrir les dangers liés à la capitalisation boursière du 2e pilier.



### LACI - LAMAL Et la droite alors?

Pour les milieux de droite, les assurances sociales coûtent cher et la couverture des risques est de la responsabilité des individus. Or, le développement d'une société se fait avec tout le monde ou ne se fait pas. De plus, le coût de ces assurances est bien moins élevé que celui des inévitables dégâts sociaux qui surgiraient si elles n'existaient pas. Par ailleurs, la récente modification de la fiscalité des personnes morales au niveau fédéral a occasionné des pertes de plus de 7 milliards de francs, correspondant très exactement au déficit cumulé de la LACI.



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## POLITIQUE SOCIALE

### LACI et LAMAL – NOTRE POINT DE VUE

Fondement de notre État social, les assurances sociales ont été constituées pour que tout un chacun puisse se prémunir des dommages économiques et sociaux occasionnés par la vie. Toutefois, leur démantèlement systématique, orchestré par la droite libérale, engendre une précarisation de la société et une accélération des disparités. Le chômage, véritable fléau de nos sociétés modernes, ne fait pas exception à la règle. Les révisions successives de la LACI ont ainsi envoyé de nombreuses personnes dans les filets de l'aide sociale, notamment les familles monoparentales, les jeunes et les personnes de plus de 50 ans.

Cette situation est d'autant plus intolérable que les primes d'assurance maladie de base ne cessent d'augmenter et que le catalogue de prestations tend à diminuer. Cette tendance résulte notamment du caractère particulièrement «juteux» du marché de la santé en Suisse. Bref, les assurances ne sont pas un marché, mais un droit: il nous faut plus que jamais des assurances sociales fortes pour une société équilibrée, juste et solidaire.

## NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

### Au vu de la situation, le POP propose, entre autres:

#### LACI:

- Un droit au travail décent pour toutes et tous! Cette mesure, déjà envisagée en 1848 lors de l'élaboration de la Constitution fédérale, doit redevenir une priorité de la politique fédérale. Elle permettrait de résoudre définitivement le problème du chômage et en particulier celui de son financement.
- Une hausse des contributions des personnes morales. Ces dernières années, les entreprises ont engendré des bénéfices colossaux. De plus, elles ont pu bénéficier du chômage dit «partiel» pour absorber les périodes de ralentissement économique. Il est dès lors normal qu'elles assument leur rôle social de manière optimale.
- Un prolongement des indemnités d'assurance-chômage. La flexibilisation du marché du travail rend les périodes de chômage, notamment pour les jeunes, toujours plus fréquentes. De plus, il n'est pas acceptable que des personnes de plus de 50 ans finissent leur vie active à l'aide sociale. L'assurance-chômage doit être là pour aider les travailleurs et travailleuses sans emploi.
- La suppression des contradictions juridiques. Certaines personnes sont considérées comme inaptes au travail par l'assurance-chômage et, à l'inverse, aptes par l'assurance-invalidité. Cette situation est inadmissible et pousse dans la précarité de nombreux citoyens.

#### LAMAL:

- La constitution d'une caisse maladie unique et sociale. La multiplication des caisses maladie et les coûts inhérents, ainsi que le système de constitution de réserves ne sont tout bonnement pas acceptables. Une caisse unique, dont les primes seraient basées sur le revenu, doit être réalisée.
- L'obligation de proposer des génériques. Les génériques sont tout aussi efficaces que les produits de base (protégés durant plusieurs années) et surtout moins chers.
- Une égalité réelle des soins. Le système actuel, basé sur deux types de couverture (base et complémentaire), génère des inégalités sociales particulièrement perverses et qui tendent à se renforcer. Or, l'égalité devant les prestations doit être garantie.



#### Et la droite alors?

Les partis de droite cherchent constamment à diminuer l'impôt fédéral direct très progressif et à augmenter d'autant la TVA, en proposant, de plus, un taux unique très défavorable aux bas revenus.

En outre, il faut relever que plus on baisse la fiscalité des personnes aisées et des grandes entreprises, plus l'État s'appauvrit et se voit contraint d'emprunter. Ce sont alors les contribuables qui ont bénéficié de cadeaux fiscaux qui prêtent aux collectivités publiques à des taux de plus en plus élevés.

La soi-disant «saine concurrence fiscale» crée donc en réalité un cercle vicieux qui profite toujours aux mêmes.



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## POLITIQUE FISCALE

### NOTRE POINT DE VUE

L'État social peut être considéré comme un organisateur (qui assume les tâches d'intérêt général) et un protecteur (qui redistribue les richesses et corrige les injustices sociales, favorisant ainsi la cohésion du pays).

Les moyens de concilier tâches d'intérêt général et justice sociale lui sont donnés par le biais de la fiscalité, qui est de deux ordres: directe (impôts) et indirecte (taxes).

La fiscalité directe (impôts communaux, cantonaux et fédéraux) est progressive et donc plus juste socialement parlant, mais elle présente l'inconvénient d'être sujette à l'évasion fiscale.

La fiscalité indirecte (TVA en particulier) peut difficilement être fraudée. Mais elle est socialement injuste, car avec son taux unique pour tous (riches ou pauvres), elle pénalise davantage les bas revenus, qui font proportionnellement un plus grand effort.

### NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

#### Le POP propose:

- Soit des mesures visant à supprimer le tourisme fiscal vers les paradis fiscaux de notre pays. Pour cela, il serait nécessaire de faire figurer les barèmes, les taux et les montants exonérés de l'impôt dans l'harmonisation fiscale fédérale. Cette démarche devrait faire l'objet d'une modification de l'article 129 de la Constitution, par voie d'initiative.
- Soit la centralisation au niveau fédéral de toute l'imposition des contribuables les plus aisés (les 5 ou 10% des plus riches ou ceux dont le revenu dépasse 20 ou 50 fois le revenu médian) et des entreprises multinationales. Ces contribuables ont un impact énorme sur les recettes fiscales et ils sont trop peu nombreux et trop mobiles pour que toutes les collectivités puissent en bénéficier. Centraliser leurs impôts permettrait d'utiliser cet argent pour des tâches d'intérêt général comme le financement des hautes écoles, des lieux culturels et naturels d'importance nationale ou les grandes infrastructures ferroviaires et routières. Cela permettrait de plus de répartir le risque que représente leur départ et d'éviter aux collectivités locales où ils sont implantés de se retrouver dans une situation financière impossible à gérer le jour où ils

s'en vont. Les cantons et les communes garderaient leur autonomie sur les autres contribuables.

#### Le POP soutient:

- La suppression de tous les forfaits fiscaux en Suisse.
- L'introduction d'un impôt fédéral sur les successions, à partir d'un certain montant.



#### Et la droite alors?

Les partis UDC, PLR et PDC refusent de voir l'échec patent du libre marché dans ce domaine et dans notre pays en particulier. Ce faisant, ils continuent de favoriser une logique de rentabilité à court terme, soumise à la pression d'actionnaires dont les préoccupations sont souvent aussi éloignées des intérêts des locataires que leurs yeux sont proches des fluctuations de la Bourse. Malgré son discours qui jure le contraire, la droite ne défend pas les intérêts du peuple dans sa majorité. Et la seule réponse qu'elle lui suggère tient du pur cynisme: «Devenez propriétaires!»... Ben voyons!



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## POLITIQUE DU LOGEMENT

### NOTRE POINT DE VUE

Depuis quelques années déjà, la crise du logement sévit gravement en Suisse. Le taux d'appartements vacants n'a cessé de diminuer, avec comme effets notables une augmentation du prix des loyers et des exigences démesurées des loueurs en matière de garantie financière, de caution et de paperasse administrative. Et ceci dans le meilleur des cas, car ce marché tendu à l'excès rend difficile, et parfois impossible dans certaines régions, de trouver un logement décent à prix correct. Vu la sélection ainsi opérée, les premières victimes sont évidemment les personnes les plus démunies et celles dont la situation est instable ou précaire. Ce ne sont donc pas des habitations de «moyen à haut standing» que notre pays réclame, mais bien des projets à caractère social.

Avoir un toit fait partie des besoins fondamentaux de l'être humain. Pour le POP c'est aussi un droit fondamental. Par conséquent, le libre marché immobilier n'y suffisant pas, il est grand temps que les collectivités publiques à tous niveaux interviennent davantage, soit en créant et gérant elles-mêmes de nouveaux habitats à loyer modéré, soit en subventionnant durablement leur construction et leur exploitation par des tiers.

### NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

#### Le POP s'engage pour:

- La constitution d'un nouveau fonds de soutien de la Confédération destiné à favoriser la création de logements de qualité mais non luxueux, adaptés aux revenus modestes.
- L'extension de coopératives d'habitations sans buts lucratifs.
- La recherche systématique de solutions architecturales et urbanistiques privilégiant la mixité sociale de l'habitat, une des conditions nécessaires à la cohésion sociale.
- Le respect de normes environnementales exigeantes, y compris pour les immeubles à loyers modérés.

#### Le POP dénonce:

- Le confinement involontaire des pauvres dans certains quartiers comme la «ghettoïsation» volontaire des riches dans des «zones privées» avec accès contrôlé. Le premier doit être évité grâce aux mesures interventionnistes de l'État, la seconde doit purement et simplement être interdite sur tout le territoire.



### Et la droite alors?

Certains rêvent d'une Suisse pure, idéale, à l'abri d'un monde extérieur perçu comme envahissant et nuisible. L'UDC en particulier se pose en seule garante de la «suis-situde» et stigmatise en parallèle tous les étrangers, favorisant ainsi un repli identitaire à la fois dangereux et illusoire. Le POP dénonce cet enfermement et cette capitalisation populiste sur les peurs.

Par ailleurs, tous les partis de droite en Suisse défendent, sous couvert de «nécessité économique» au niveau international, la concurrence plutôt que la solidarité, la privatisation des services publics au lieu de leur consolidation, et le libre marché des biens, services et capitaux sans lois ni réglementation. Quel est le but visé sinon la recherche de la meilleure «combine» possible et l'accroissement rapide des profits privés? Leur devise pourrait être celle-ci: «Vendons nos produits au monde entier et limitons-nous à cela!»



[www.pst.ch/neuchatel](http://www.pst.ch/neuchatel)

## LA SUISSE DANS LE MONDE

### NOTRE POINT DE VUE

La Suisse n'est pas une île. Sa diversité culturelle et linguistique, son histoire, ses échanges économiques passés et présents l'attestent. Mais, bien qu'au cœur de l'Europe, ses citoyens souhaitent paradoxalement moins que jamais adhérer à l'Union européenne (UE). Alors quoi? Sommes-nous tous devenus renfermés, égoïstes, jaloux de nos privilèges? A y regarder de plus près, on voit bien que nos réticences viennent surtout de ce qu'est l'UE aujourd'hui. Il faut bien l'admettre: outre une lourdeur administrative et un pouvoir technocratique où domine le règne de la «norme», l'UE est celle de l'argent avant tout et souffre d'un grave déficit démocratique. La perspective de perdre une part importante de son pouvoir de décision rebute donc à juste titre le peuple suisse, qui refuse de subir les contraintes du monde économique.

Dans ces conditions, le POP ne saurait soutenir l'adhésion. Contre cette Europe qui privilégie les mouvements de capitaux (y compris obscurs) et les parts de marché, il défend la construction d'une Europe citoyenne au service des intérêts des travailleurs, des collectivités publiques et des régions. Car l'idée de lier, de rendre interdépendant, voire de mettre en commun l'avenir des peuples européens demeure fondamentalement juste. L'histoire, aussi bien suisse qu'européenne, ne nous enseigne-t-elle pas que l'isolement, la division et le rejet de l'autre conduisent aux nationalismes et finalement à la guerre?

Ce n'est pas moins d'Europe qu'il nous faut, c'est une autre Europe prête à construire un monde différent en partenariat avec les autres pays de la planète. Les soulèvements récents des populations du Maghreb et du Proche-Orient nous rappellent l'importance et le bien-fondé de cette exigence. Tant qu'elle ne fait pas partie de l'UE, la Suisse se doit de servir la cause de la paix en menant une politique de neutralité active.

### NOS PROPOSITIONS ET ENGAGEMENTS

**Le POP pense au contraire que la Suisse doit être le porte-parole d'une alternative économique et politique. Elle doit proposer sur la scène internationale:**

- La mise en place de garde-fous financiers face à la spéculation des banques et assurances.
- L'interdiction de spéculer sur les matières premières et les denrées alimentaires de base, indispensables à la survie de nombreux humains sur cette terre.
- La création d'un contrôle et d'une taxe sur les mouvements de capitaux.
- L'annulation de tout ou partie de la dette des pays pauvres.
- L'abolition des privilèges décisionnels des États puissants au sein de l'ONU.
- L'intensification de la lutte contre la corruption dans les pays membres de l'ONU.

### Le POP estime que la Suisse doit aussi:

- Maintenir un service civil volontaire.
- Accroître son aide directe aux pays en développement.
- Favoriser et participer directement aux transferts de technologies.
- Créer un label contrôlé de «production sociale».

### Le POP s'oppose:

- A l'achat de nouveaux avions de combat, inutiles et coûteux.
- A l'utilisation de l'espace aérien suisse par les avions de l'OTAN qui mènent des opérations de guerre.
- A l'envoi de soldats suisses armés à l'étranger.

